



Comité de Coopération avec le Laos

Rapport d'activités 2025

Version en relecture et mise en forme

A. TABLE DES MATIÈRES

A.	LE MOT DU PRÉSIDENT	3
B.	À PROPOS DU CCL (ABOUT US)	5
	B1. L'équipe du CCL	6
	B2. Nos zones d'interventions (areas of interventions)	8
	B3. Nos principaux domaines d'interventions en 2025 (Our main areas of interventions in 2025).	9
	B4. Nos impacts	11
	B5. Nos conférences en France	11
	B6. Le CCL en chiffres	12
C.	FAITS MARQUANTS DE NOS ACTIONS EN 2025 (HIGHLIGHTS OF OUR ACTIONS IN 2024)....	14
	C1. AGRICULTURE DURABLE	14
	C.2. RESSOURCES NATURELLES & BIODIVERSITE	15
	C3. ENVIRONNEMENT	17
	C.4 GESTION DES RESSOURCES EN EAU	18
	C5. L'EMPOUVOIREMENT DES FEMMES	25
	C6. RENFORCEMENT DE CAPACITES DE LA SOCIETE CIVILE LOCALE	27
D.	REMERCIEMENTS (PARTENAIRES FINANCIERS, TECHNIQUES ET MEMBRES CCL).....	29
E.	CCL EN 2026.....	29

A. LE MOT DU PRÉSIDENT

2025 est une année difficile mais satisfaisante pour le CCL, pour ses projets et pour la nouvelle dynamique impulsée par de nouveaux acteurs bénévoles et de nouveaux salariés.

Il ne s'agit pas d'une déclaration d'autosatisfaction, mais la reconnaissance que la compétence, l'engagement et la passion des équipes du CCL, la qualité de la relation avec les autorités laotiennes, la méthodologie participative, et surtout la dynamique de partage fructueuse avec les communautés, ont permis de surmonter les difficultés et de réussir. Si le temps du terrain exige parfois de la patience, ils répondent aux diverses attentes des populations, des autorités françaises et laotiennes, de nos partenaires et de nos bailleurs, de nos salariés. L'équilibre financier est préservé et les « fonds propres » acquis ces dernières années ont été conservés au même niveau.

Cela fera 2 ans de présidence et 6 ans en tant qu'administrateur (auxquelles s'ajoutent 4 ans de présidence au préalable). J'arrive donc à l'échéance statutaire ; c'est la fin d'un parcours de présidence et le moment pour un passage vers d'autres acteurs et une nouvelle dynamique.

La CCL est à la croisée de chemins, à un carrefour où des décisions, des orientations, une dynamique nouvelle est à créer. Notre environnement est, nous le voyons tous, en profond bouleversement : l'année passée 2025 montre un changement profond et durable ayant des impacts à court terme sur le plan géopolitique, économique touchant la situation des populations au Laos comme à la capacité de financement de nos bailleurs. Les conséquences sont avérées en ce début de 2026.

Plusieurs challenges sont là, avec des gravités, des impacts sur l'avenir de notre association divers mais prégnants.

En premier lieu, le Laos évolue, se structure différemment et quittera en novembre 2026 le statut de pays les plus défavorisés. Cela se traduira par des dispositions différentes de financement et de gouvernance locale. La situation économique reste difficile surtout en ces temps de pénurie d'essence, de reprise de l'inflation...

En second lieu, les grandes institutions financières et nos principaux bailleurs rencontrent des baisses drastiques de capacité de financement. Cela touche gravement nos 2 principaux piliers qui nous soutiennent : Agence Française de Développement-AFD et Bread for the World - BFW. Cela nous oblige à repenser nos organisations, nos partenariats, à diversifier nos sources de financement.

La structure à Vientiane est solide et efficiente, elle a été renforcée ces dernières années avec l'arrivée de Mme Violaine Fourile d'un apport considérable. La direction financière et administrative est en train de se restructurer pour faire face notamment aux exigences de plus en plus importantes des bailleurs. L'appui en France est renforcé, tant au niveau comptable et administratif qu'au niveau communication, grâce à de nouveaux acteurs et administrateurs dynamiques renforcés par les actions, la vision des plus anciens dans l'organisation.

En effet, Mme Véronique Azria qui fut le pilier parisien de l'association pendant de nombreuses années prend sa retraite en juillet : merci à elle qui nous a tant aidés, a surveillé nos comptes et a assuré les aspects administratifs en France avec douceur et efficacité. M Guillaume Teulé lui succède dans ces tâches et missions ; il contribue à la recherche de financements dans des secteurs où nous étions peu présents pouvant compléter nos équilibres.

Mme Lisa Phomveha a rejoint le Conseil d'administration et a apporté ses compétences, son énergie, son travail dans la relance et l'animation de notre communication. Elle a été aussi aidée par Mme Khantaly Phouttasang à l'occasion des nombreuses étapes de cette métamorphose qui commence déjà à permettre de mieux nous identifier et demain à nous accompagner.

Mr Anthony Guegen, à la fin du projet P3T2 , a été promu comme Conseiller senior et nous aide maintenant au niveau des équipes de projet et du conseil d'administration en Europe.

C'est le résultat des efforts continus et efficaces de la direction du CCL à Vientiane. Je tiens à souligner les rôles joués par Manivone, Inthoulath et Violaine dans l'animation, l'adaptation permanente aux changements provoqués tant par le contexte laotien que par les choix légitimes des bailleurs, les évolutions de nos projets, le management de nos salariés... Merci à elles et à l'équipe de Vientiane pour cet engagement, pour l'aide qu'elles m'ont prodiguée, pour la solidarité amicale à notre égard.

Nous adressons aussi nos remerciements à M. Gérard Batisse, infatigable appui toutes ces années, conseiller avisé toujours, conciliateur et confident de beaucoup. Merci à toi, Gérard.

Mr Benoît de Cauwer, notre trésorier et coordonnateur passionné, arrive aussi à l'échéance des 6 ans de présence au Conseil d'Administration. Il n'aime guère les compliments mais sa contribution dans l'évolution du CCL ces dernières années est fondamentale et son engagement quotidien, son souci des comptes reflétant la vraie vie des projets et de notre structure, veillant à anticiper les aléas, à faire progresser individuellement et collectivement est le ferment de progrès toutes ces années. Tout le CCL te remercie vraiment et reconnaît ton rôle crucial.

Merci aussi à Mr Marc Mouscadet, pilier du CCL, notre secrétaire et animateur des conférences du CCL à l'INALCO à Paris ; toujours présent pour animer, conseiller, synthétiser...

Nos projets et études spécifiques, que vous découvrirez dans la partie narrative de ce rapport annuel, mettent en évidence l'importance du rôle du collectif dans l'action des communautés villageoises, le rôle social de chaque groupe, et la nécessité d'inclure toutes les parties prenantes en matière de genre et d'ethnie dans les rôles administratifs et de pouvoir.

L'interdépendance entre le développement local durable et les impératifs environnementaux : la résilience aux changements climatiques, le respect de l'environnement et la protection d'une biodiversité menacée sont des éléments qui sont au cœur de nos actions, de nos recommandations et de nos relations avec les populations et les autorités.

2025 a permis au Laos de retrouver une meilleure dynamique : moins d'inflation et une reprise lente mais réelle du tourisme, avec toutefois un arrêt brutal de beaucoup de financement (dont USAID).

Il nous faut insister sur ces premiers mois de la nouvelle année 2026 qui voient une reprise de l'inflation et une augmentation (x2) des prix de l'essence, de l'eau...

Nos activités au Laos contribuent à identifier des pistes d'avenir et à permettre à chacun, à chacune, aux communautés, de s'informer et d'agir pour leur futur.

Nous travaillons à vous présenter un projet de stratégie pour 3 ans à débattre ensemble lors de l'Assemblée générale afin de mieux prendre en compte les commentaires et propositions des adhérents.

Nos activités s'établissent également en partenariat avec d'autres associations actives dans le pays, et nous accordons une grande attention à l'inclusion des associations laotiennes dans nos projets tout en bénéficiant de leurs capacités et de leurs connaissances.

Nos projets sont rendus possibles grâce au financement de bailleurs qui partagent notre vision d'un avenir meilleur pour le Laos. En tant qu'acteurs engagés et forts de notre expertise sur le terrain, nous mettons en œuvre leurs financements de manière pertinente et efficace. Nous leur adressons nos sincères remerciements pour leur confiance et leur soutien.

En 2025 le CCL présente un résultat financier à l'équilibre préservant son fonds de roulement évalué à 168 000 €. Pour l'année 2026, les estimations montrent un équilibre qui demandera une gestion attentive malgré un budget élevé, renforcée par l'incertitude sur les budgets alloués à l'aide publique au développement dans nos pays d'Europe.

Il est important de rappeler ici la baisse marquée et inquiétante des budgets consacrés à l'aide au développement

Les équipes du CCL travaillent ainsi activement à l'identification de financements nouveaux publics ou privés, européens et asiatiques et pérennes. Ce travail a déjà porté des fruits en 2026 avec un nouveau bailleur asiatique qui apporte un financement significatif et bien venu.

Je m'engage, avec tous les membres du CA, à faciliter l'évolution inéluctable pour l'avenir dans le renouvellement du Conseil d'Administration du CCL. C'est l'énergie, l'engagement et la diversité de nos parcours qui font la réussite collective de notre association. J'invite chaleureusement nos adhérents et sympathisants à rejoindre cette dynamique et à prendre part, demain, à l'avenir du CCL. Cette année sera vitale pour le CCL afin de lui donner une nouvelle force dans ce contexte en pleine évolution.

B. À PROPOS DU CCL (ABOUT US)

Le Comité de Coopération avec le Laos (CCL) est une organisation non gouvernementale française reconnue association d'intérêt public et suit l'ensemble des lois et règlements dite loi 1901 dont l'histoire et l'engagement s'inscrivent au et pour le Laos et s'étendent sur plus de quatre décennies. Depuis nos débuts en 1980, nous avons consacré nos efforts à une mission singulière mais fondamentale : l'amélioration du développement rural et la réduction de la pauvreté ainsi que la santé publique. Le CCL accompagne les laotiens et laotiennes au Laos et pour le Laos seulement en soutenant leurs propres actions en lien avec les orientations du Gouvernement laotien et en assurant la promotion en France de la culture du Laos.

Ainsi, depuis 45 ans, le CCL travaille avec les communautés rurales, notamment dans les régions montagneuses, et a développé une connaissance approfondie des enjeux et des situations socio-économiques et ethnolinguistiques, en particulier dans le nord du Laos. Aussi, le CCL a beaucoup travaillé dans le domaine de la santé publique : construction et soutien aux hôpitaux, nutrition, lutte contre les maladies comme le cancer du col de l'utérus. Historiquement axées sur le développement rural intégré, la nutrition et la santé, ses interventions récentes se concentrent désormais sur l'agroécologie, les chaînes de valeur durables, la santé communautaire, l'accès à l'eau, l'adaptation au changement climatique, la protection de l'environnement et de la biodiversité. Le renforcement des capacités locales, le soutien à l'économie familiale et économique comme le support aux coopératives rurale et au

tissu des entreprises laotiennes constitue également la pierre angulaire de l'action du CCL au Laos. Notre ancrage historique, fort de 45 ans d'expériences au Laos, constitue le guide de notre mission et est la source de notre résilience.

Notre philosophie d'action est d'agir au plus près des communautés rurales dans les milieux reculés du Nord Laos en utilisant des approches participatives, inclusives et systémiques. C'est en étant profondément ancrés dans ces communautés que nous identifions et répondons aux besoins spécifiques et souvent méconnus des minorités ethniques et des femmes, garantissant ainsi que nos interventions soient non seulement pertinentes, mais aussi véritablement appropriées et pérennes.

Notre Mission est de contribuer à l'amélioration durable des conditions de vie des communautés ethniques rurales du Laos en intégrant les principes d'inclusivité, de protection de l'environnement et de la biodiversité, à travers l'appropriation locale et la pérennité des résultats pour un impact durable.

Pour réaliser notre mission, nous nous engageons à :

- Coconstruire et mettre en œuvre des projets intégrés qui garantissent un accès équitable et inclusif aux services de base (eau, santé, alimentation saine et suffisantes) et aux opportunités économiques durables, en ciblant prioritairement les groupes les plus vulnérables (femmes, jeunes, minorités).
- Mener des actions de renforcement des capacités locales ciblant principalement les communautés avec lesquelles nous travaillons ainsi que et la société civile laotienne.
- Faciliter la gouvernance et le développement territorial harmonieux en accompagnant les populations et les décideurs dans l'identification et la mise en œuvre de solutions adaptées au contexte socio-culturel et environnemental.
- Capitaliser l'expérience terrain pour générer des connaissances, diffuser les meilleures pratiques et influencer positivement les stratégies de développement locales et internationales.
- Mettre à disposition notre structure au Laos pour faciliter la mise en œuvre de projets alignés et pertinents gérés depuis la France par d'autres partenaires.

Actuellement, le CCL travaille dans les provinces de Phongsaly, Oudomxay et Bolikhamxay. Récemment, le CCL a rejoint le réseau français des ONGs, Coordination Sud. Le CCL relaie les actions de plusieurs ONG françaises dans leur activité au Laos qui s'appuie sur la structure permanente de CCL au Laos et la reconnaissance officielle de son bureau de représentation à Vientiane : la Fondation EDF, Électriciens sans Frontière, Compter pour Demain, Tetrakys, Office International de l'Eau (Oleau)...

Le CCL agit également en France dans l'objectif de faire connaître et partager la culture Laotienne à travers des conférences tenues à l'INALCO¹ dans les domaines de la Science,

B1. L'équipe du CCL

A la fin de l'année 2025, l'équipe du CCL est composée de 41 salariés dont 41% sont des femmes.

¹ Institut des Langues et des Civilisations Orientales : <https://www.inalco.fr/>

Les équipes terrain sont composés de techniciens (agriculture, environnement, eau...), de coordinateurs, d'administrateur-comptables, de chauffeurs, de gardiens et de femmes de ménage.

Le conseil d'administration en France se compose de 13 personnes. Monsieur Jean-Pierre Katz est toujours le Président élu et acte en tant que Président jusqu'à la prochaine Assemblée Générale de juin 2026.

Mme Véronique Azria, comptable pour le CCL a exercé sa dernière année au CCL avant de prendre sa retraite en début d'année 2026. Les conférences organisées en France sont mises en œuvre par le CA et les bénévoles.

Manivone Vorachak est la directrice du CCL. Salariée du CCL depuis 1995, elle en est à la direction depuis 2007. Inhoulath Sayyaphol est la Directrice financière du CCL depuis 1999.

Le projet ADAEBIO a commencé sa phase 2 et une nouvelle équipe de technicien a été formée :

- Dorian DEJACE a pris la position de conseiller projet,
- Kongmany est toujours le coordinateur de projet,
- Somboun l'administrateur-comptable.
- Ms Vilayvone Phachansoulath, technicienne agriculture
- Mr Louxa Xiong, technicienne ressources naturelles et biodiversité
- Ms Molina Thongsavath, technicienne NTFPs & Environment
- Ms Thiphavanh Sengvilay, technicienne Eau – infrastructure
- Mr Acher Senemalom ; technicien Pesticides

Le projet NAM SA a donné naissance au projet AGIRE, de plus grande envergure. Erwin Poligne reste le conseiller projet et Khammeun le coordinateur. Une administratrice-comptable a été recruté, Ms Vilayphone Vilayvanh.

Ainsi que toute l'équipe nationale du projet GREEN oeuvrant à Phongsaly :

Le projet GREEN s'est doté d'un nouveau coordinateur de projet en la personne de Pasert Khounsoumheung, ancien salarié du CCL pour le projet de nutrition SCALING de fin 2018 à mi 2022. Un nouveau technicien Environnement a aussi été recruté, Mr Nou Yang. Les aspects agroécologiques et suivi-évaluation ont aussi été renforcés avec le recrutement de Mr Hichem Essamkaoui.

Au Laos, le personnel est réparti entre le bureau de Vientiane qui rassemble la direction, l'équipe administratif et financière et partiellement les conseillers projets et les équipes de projet dans les lieux d'activités de ceux-ci.

Le séminaire annuel

Le CCL a clos l'année 2025 par son séminaire annuel, réunissant l'ensemble de l'équipe ainsi que le président, Jean-Pierre Katz. L'événement de deux jours s'est tenu à Luang Prabang, dans le cadre privilégié de la Maison Santi.

Ce fût l'occasion pour les nouveaux employés de rencontrer leurs collègues de Vientiane et des autres projets, et d'acquérir une meilleure connaissance du CCL.

Les échanges ont débuté par une introduction sur les valeurs et l'organisation du CCL. Chaque projet a ensuite présenté son travail sous la forme d'un *World Café*. Une après-midi

entière a été consacrée à la réflexion sur la stratégie programmatique, permettant de définir les domaines d'intervention prioritaires suivants :

- **Appui aux chaînes de valeur durables**, aux moyens de subsistance et aux systèmes agraires durables ;
- **Protection des ressources naturelles et de la biodiversité**, eau et adaptation au climat ;
- **Société civile** et renforcement des compétences.

Ces piliers s'articulent autour d'un **axe transversal** incluant la Gestion des Connaissances, la Capitalisation et le Plaidoyer (GCP), ainsi que l'autonomisation (*empowerment*) des femmes et des jeunes.

Le personnel a également mené une réflexion sur l'éthique environnementale lors de la mise en œuvre des activités (gestion des déchets ou gestion délicate des repas communautaires incluant de la viande sauvage). Les discussions ont aussi porté sur la dépendance aux écrans, tant dans le cercle familial qu'au sein des communautés.

Enfin, le séminaire a octroyé un temps d'échanges sur l'optimisation du partage d'expériences entre les projets. Des sessions ont également été tenues dans l'objectif de renforcer la maîtrise des procédures d'achat et des normes de sécurité au travail.

B2. Nos zones d'interventions (areas of interventions)

En 2025, nos actions se situent dans 3 provinces : Phongsaly, Oudomxay, et Bolikhamxay.

4 projets sont mis en œuvre en 2023 pour répondre aux problématiques de nos domaines

1)Projet de gestion durable du Territoire de Nyot Ou, Protection d'un Terroir et appui aux producteurs de Thé, phase 2 (P3T2) :

- **Objectif global** : Contribuer au développement durable et inclusif des zones de montagne du district de Nyot Ou
- **Bénéficiaires directs** : 2 170 familles dans 30 villages

2)Générer une Résilience Economique et Environnementale iNclusive (GREEN)

- **Objectif principal** : Renforcer la résilience des populations de la province de Phongsaly en vue d'un développement durable et inclusif en faveur des communautés rurales issues de minorités ethniques, des femmes et des jeunes de la province
- **Bénéficiaires directs** : 2 200 foyers de 30 villages

3)Action systémique pour le Développement, l'Agriculture, l'Environnement et la Biodiversité (ADAEBio2)

- **Objectif principal** : Contribuer à la mise en place d'actions locales concertées, systémiques, horizontales et inclusives sur les enjeux environnementaux et de développement, aux échelles communautaires, des districts et de la province d'Oudomxay
- **Bénéficiaires directs** : 5500 foyers de 50 villages de minorités ethniques (Khmu, Akkha, Hmong), des districts de Beng, La et Xay, soit une population totale de 29000 personnes (14600 femmes)

4)Projet d'Accès à l'eau et à l'assainissement dans le Bassin de la Nam Sa : qualité et pérennité (AGIRE)

- **Objectif principal** : Contribuer à la mise en place d'une gestion intégrée et inclusive des ressources en eau dans le bassin versant de la Nam Sa par les acteurs locaux
- **Bénéficiaires directs** : 1698 foyers issues de 10 villages, dont 50% de femmes, issus de l'ethnie Lao Loum et de minorités ethniques (essentiellement Khmu et Hmong) du bassin de la Nam Sa, sis dans les districts de Paksan et Pakkading, soit une population totale de 7811 habitants (2022), 14 fonctionnaires des autorités locales (districts et province) et 5 membres d'organisations de la société civile bénéficieront directement du projet

B3. Nos principaux domaines d'interventions en 2025 (Our main areas of interventions in 2025).

Agriculture Durable

Au Laos, l'agriculture familiale concerne plus des trois quarts de la population. En montagne, le principal système de culture est le riz sur brûlis. Le riz est systématiquement associé à une grande variété de cultures (cucurbitacées, tubercules de type taro, sésame, etc.) venant compléter les besoins nutritionnels des familles. Les friches forestières qui succèdent à la culture du riz ont diverses fonctions : 1) Assurer le renouvellement de la fertilité du sol par transfert vertical et fixation atmosphérique du carbone et de l'azote. 2) Éliminer le tapis herbacé et le pool de semences d'adventices, et ainsi réduire le temps de désherbage. 3) Les boisements sont aussi des lieux de collecte quotidiens (fruits, tubercules, plantes médicinales, champignons), de pâturage pour les ruminants, d'approvisionnement en bois pendant la saison sèche, et de chasse pour compléter l'apport protéinique des rations alimentaires. **La forêt est ainsi la pierre angulaire de ce système agraire. Malgré la relation intrinsèque des communautés Lao avec leur environnement, de nombreuses familles rurales sont ou peuvent être confrontées à l'insécurité alimentaire et à la pauvreté chronique.** Le manque de ressources et/ou de moyens matériels et techniques sont souvent les causes sous-jacentes. L'insécurité alimentaire est également liée aux aléas climatiques, de plus en plus fréquents empêchant de se remettre des pertes subies. La dégradation des ressources forestières et foncières et de leur accès est également un enjeu majeur. Aujourd'hui, le Laos fait face à un exode rural massif de sa jeunesse vers les centres urbains ou l'étranger, privant ainsi les campagnes de leur force vive. Les projets de développement doivent donc devenir plus inclusifs et intégrer davantage les systèmes agricoles aux chaînes de valeur, afin de s'assurer de la rétention des jeunes et du maintien du dynamisme local.

Ressources naturelles et Biodiversité

Les communautés rurales des minorités ethniques dépendent historiquement à la fois des productions agricoles et des ressources naturelles pour leur subsistance. **La chasse et la cueillette des produits forestiers non ligneux (PFNL) restent des activités essentielles,** à la fois pour la génération de revenus et comme stratégie d'adaptation en cas de pénurie alimentaire. **Les PFNL sont une source de revenus secondaires pour la plupart des ménages mais sont essentiels à la subsistance des plus pauvres, qui se caractérisent par un accès limité à la terre et un faible niveau de main-d'œuvre disponible.**

En raison de l'évolution du contexte politico-économique, la pression foncière augmente dans le pays, y compris au niveau communautaire, entraînant l'épuisement des ressources naturelles et l'augmentation des conflits pour l'accès à la terre et aux PFNL, pourtant moteurs de développement durable pour les communautés des hautes terres du Laos.

Le Laos est inclus dans les Hauts-Lieux de biodiversité indo-birman. Les écosystèmes laotiens hébergent une richesse extraordinaire en espèces faunistiques et floristiques, y compris des espèces phares telles que l'éléphant d'Asie, les gibbons, les ours, les pangolins, le saola etc. Cette biodiversité est confrontée à de nombreuses menaces, dont les principales sont i/l'expansion de l'agriculture (monoculture), ii/le braconnage, le commerce et la consommation d'espèces sauvages, iii/le développement de grandes infrastructures (minière et hydroélectricité principalement), iv/l'exploitation forestière, et v/la faible gouvernance et la difficile application des lois.

Le développement de la chaîne de valeur de thé

Le CCL est engagé dans le développement de la filière thé à Phongsaly, une région du Laos considérée comme un berceau historique du *Camellia Sinensis*, cultivé par les minorités ethniques depuis des générations dans un environnement montagneux et forestier idéal. Cette région septentrionale concentre la production, issue de théiers sauvages dont les graines constituent un précieux patrimoine génétique, permettant une culture durable et peu gourmande en ressources.

Les thés sauvages et les jardins écologiques sont très appréciés sur le marché chinois et suscitent un intérêt croissant en occident. L'amélioration des standards de production, soutenue par des projets de développement et l'obtention de certifications, a ouvert de nouvelles perspectives d'exportation vers l'Europe et d'autres marchés. Les caractéristiques uniques des théiers locaux, combinées au savoir-faire ancestral des agriculteurs, confèrent aux thés du nord du Laos des qualités organoleptiques distinctives, reconnues par les experts. Ce modèle de production, respectueux de l'environnement et basé sur l'agriculture extensive de petits producteurs, contraste avec la monoculture intensive et mérite d'être protégé. Le thé de forêt de Nyot Ou, où œuvre le CCL, représente une opportunité de développement durable et d'amélioration des revenus pour les communautés locales grâce à son terroir unique.

Environnement

En raison de multiples facteurs et des transitions socio-économiques rapides dans la région, les problèmes environnementaux sont de plus en plus importants. Les dommages environnementaux ont des impacts tangibles sur les moyens de subsistance et le bien-être des communautés. Les principaux enjeux environnementaux identifiés sont :

La déforestation : En 2023, le Laos a enregistré le plus haut taux de déforestation de sa forêt primaire depuis 2001, principalement du fait de l'extension des terres agricoles à des fins commerciales principalement. Ceci constitue une menace en aggravant le changement climatique, et en réduisant la préservation de la biodiversité et les espèces sauvages animales et l'accès aux PFNL pour les plus pauvres.

Le changement climatique : Le pays a été classé comme le 22e pays du monde le plus vulnérable aux impacts du changement climatique (indice de risque climatique GW). La sécheresse et les inondations devraient augmenter, à la fois en fréquence et en intensité, entraînant davantage de pertes et de dommages pour l'agriculture et les infrastructures. Plus de 70 % de la population dépend des ressources naturelles, ce qui rend le développement futur du pays très sensible aux évolutions du climat.

L'utilisation des pesticides : malgré un cadre réglementaire solide pour l'utilisation et le commerce des pesticides, l'utilisation de pesticides a connu un essor dans les hautes terres du Laos au cours de la dernière décennie. Pour sortir de la pauvreté et accroître leur résilience aux fluctuations du marché, les communautés rurales doivent diversifier leurs

activités agricoles génératrices de revenus. Ceci a fréquemment entraîné une augmentation de l'utilisation des pesticides par les agriculteurs. Les pesticides posent des problèmes de santé et contribuent à l'appauvrissement de la biodiversité.

La pollution plastique : les communautés rurales consomment de plus en plus de plastiques, notamment de plastique jetable (sacs, emballages). La majeure partie du plastique est brûlée ou jetée, entraînant une pollution à long terme du sol, de l'air et de l'eau. Ces pollutions ont un impact sur la santé humaine, animale et environnementale.

La Gestion Intégrée de l'Eau

Notre action au Laos se concentre aussi sur l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'hygiène, des besoins cruciaux particulièrement criants dans le nord du pays. À Phongsaly, l'accès limité à l'eau propre et aux sanitaires améliorés contraste avec la moyenne nationale, entraînant malnutrition infantile (jusqu'à 51% de retard de croissance) et problèmes de santé liés au manque d'hygiène. Dans le bassin de la Nam Sa (Bolikhamxay), malgré un accès aux latrines relativement meilleur qu'ailleurs, la couverture individuelle reste faible dans plusieurs villages, posant des problèmes de sécurité. La durabilité des installations d'assainissement est précaire, et le manque de traitement des eaux usées pollue sols et eaux. L'accès à l'eau domestique est inégal, avec des infrastructures vétustes et sous-dimensionnées (puits, forages, réseaux gravitaires sujets aux fuites et pénuries saisonnières), affectant particulièrement les femmes et les enfants chargés de la corvée d'eau. La qualité de l'eau est compromise par le manque de traitement et la pollution agricole. Le changement climatique exacerbe ces vulnérabilités. Notre approche de gestion intégrée de la ressource en eau vise à répondre à ces défis multidimensionnels en renforçant la gouvernance locale et en améliorant durablement l'accès à l'eau et à l'assainissement pour les communautés vulnérables.

Renforcement des compétences locales

La société civile laotienne évolue dans un contexte très contrôlé et complexe. Il est important d'accompagner les Laotiens qui s'engagent dans le secteur de la coopération au développement avec des valeurs professionnelles à la fois techniques (connaissances et expérience approfondies) et humaines (envie de progresser, de faire évoluer et d'accompagner les plus vulnérables). L'approche du CCL privilégie les actions de formation et de renforcement des capacités techniques, de gestion, de créativité, de négociation et d'organisation des individus et des groupes. Aujourd'hui, l'un des principaux objectifs du CCL est de renforcer les capacités techniques et organisationnelles des partenaires locaux non étatiques tels que les associations SAEDA, RDA, Monelakhone (MHH) et COSKA. Ceci s'inscrit complètement vers l'évolution du secteur du développement.

B4. Nos impacts

À compléter

B5. Nos conférences en France

Depuis 2014 le CCL a organisé plus de quatre-vingts conférences sur le Laos. On ne s'étonnera donc pas de notre peine actuelle à trouver de nouveaux sujets et surtout à mobiliser des conférenciers. Pourtant nous sommes parvenus à meubler notre cycle 2025-2026 : comme quoi le Laos est un domaine inépuisable de recherche et d'illustration.

Nous avons entamé notre saison en septembre dernier en partenariat avec l'Ecole Française d'Extrême-Orient avec le remarquable documentaire sur Vat Phou intitulé de façon un peu racoleuse « *Le trésor oublié de la civilisation khmère* ». Les cinéastes nous ont aidés puisque nous avons aussi pu projeter « *l'homme de l'ombre* », récit familial de Sandra Devonssay ainsi que « *Satou ou l'année du lapin* » de Joshua Trigg. Le Laos compte quarante-neuf ethnies officiellement c'est donc sans peine que nous avons pu présenter les Ho. Par la suite nous avons décrit le remarquable travail de l'Institut Pasteur du Laos, et charité ordonnée commençant par soi-même. Nous avons décrit notre action dans le commerce équitable du thé à Nyot Ou. Le cycle s'est terminé en juin avec une présentation des Zones Economiques Spéciales, outil de désenclavement du Laos et de diversification économique.

C'est maintenant le moment de remercier Vissa Chanthaphasouk, Grégoire Schlemmer, Joshua Trigg, Sandra Devonssay, Paul Brey, Anthony Guéguen et Thanouxay Kéovilay qui ont donné de leur temps et partagé leur savoir au bénéfice de notre fidèle auditoire en présentiel comme en distanciel.

Notre gratitude va également à l'INALCO qui met à notre disposition gracieusement une salle. Cette institution qui enseigne plus de cent langues a aussi à cœur de mettre à l'honneur le plus grand nombre possible de cultures et de civilisation. Le CCL se flatte d'être l'ambassadeur du Laos. Les thèmes de conférences envisagés pour 2026-2027 sont nombreux, reste à savoir si les animateurs seront toujours disponibles au moment opportun.

Les ambitions culturelles du CCL ne s'arrêtent pas là. L'après-midi de l'assemblée générale de 2025 leur avait été consacrée. Compte tenu de nos ressources un seul projet avait été retenu : celui de la constitution d'une base de données documentaire sur le Laos comportant écrits et photographies. Nous avons ainsi fait « océriser » des textes savants rares sur le Laos, essentiellement des thèses et recueillir des photos prises dans la dernière partie du siècle dernier et qui étaient menacées de tomber dans l'oubli tant leurs auteurs vieillissaient.

Tout ce travail est mené en partenariat avec une nouvelle association « Grac Laï », Groupe Recherche Action Culture au Laos et en Indochine, animée par Sylvain Dorey. Nous espérons que la mise en ligne, accessible à tous gratuitement, pourra débuter bientôt.

B6. Le CCL en chiffres

Au cours de l'exercice 2025, les **charges d'exploitation** s'élèvent à **1 032 637 €**. Ces charges reflètent l'activité du CCL dans les projets menés au Laos. Elles se situent dans la moyenne des années précédentes. En 2025, sur les 5 grands projets, deux dans la province de Phongsaly sont en cours d'exécution, les trois autres ont pu être lancés après l'obtention de tous les financements et les autorisations de l'administration laotienne. Le CCL participe également depuis 2025 à la mise en œuvre du projet d'assistance technique GREEN CUP auprès du ministère de l'Agriculture et de l'Environnement, visant à renforcer la chaîne de valeur du thé de qualité, inclusive et résiliente face au changement climatique.

L'Agence Française de Développement (AFD) et l'ONG Brot für die Welt (BfW) restent les deux principaux bailleurs en 2025 à hauteur de 936 012 € soit **92% des ressources du CCL**. Cette part tendra à diminuer en 2026 puisque l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse, la Fondation du

Groupe EDF et la Ville de Paris nous ont renouvelé leur confiance en apportant leurs subventions sur les nouveaux projets qui ont été lancés en 2025 mais dont la mise en œuvre est principalement prévue à partir de 2026.

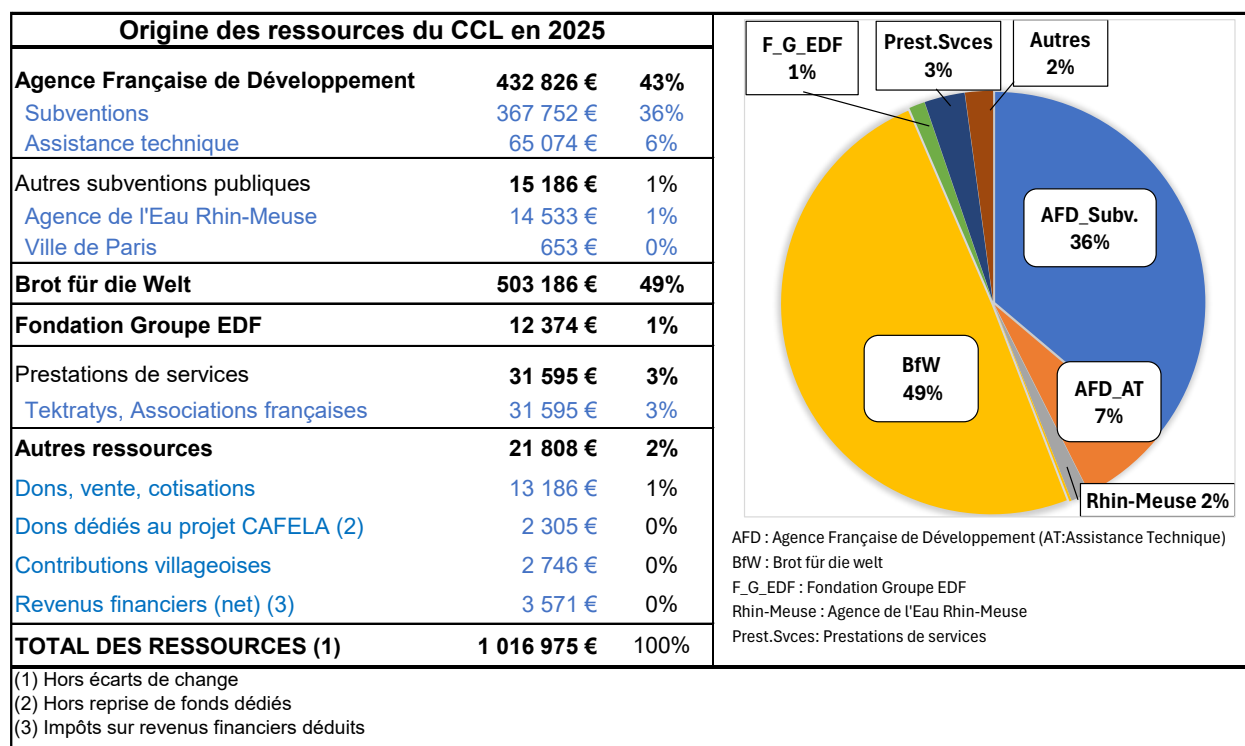
Le **résultat** est positif de **407€**. Le CCL reste très dépendant des frais de gestion octroyés par les bailleurs et principalement par l'Agence Française de Développement pour le financement de ses structures qui centralisent des ressources travaillant sur les projets.

2025 a été une année d'intenses activités dans la recherche de financements. Une nouvelle proposition auprès de l'AFD pour une « convention programme » a passé avec succès l'étape d'appel à manifestation d'intérêt. Celle-ci a été déposée en 2026 et nous attendons une conclusion favorable au deuxième semestre 2026.

Des discussions avec un nouveau bailleur asiatique déjà présent au Laos ont abouti à la signature d'une convention de subvention en 2026 d'un montant de 900k€.

L'année 2025 a été marquée par une augmentation significative du montant du bénévolat, représentant une contribution non facturée de 111 k€, soit l'équivalent de 45 % des coûts de structure du CCL (hors valorisation du bénévolat). La progression de 109% d'heures consacrées aux activités du CCL (hors CAFELA) est imputable en partie à l'arrivée, en milieu d'année, de nouveaux bénévoles venus renforcer le pôle communication. Le CCL entend poursuivre cette dynamique en 2026 en mobilisant de nouveaux bénévoles

Le tableau ci-dessous montre l'origine des ressources en 2025. Par rapport à la présentation des comptes, certaines ressources ont été corrigées pour mieux refléter la réalité quand certains produits sont annulés par des charges de même nature.



C. FAITS MARQUANTS DE NOS ACTIONS EN 2025 (HIGHLIGHTS OF OUR ACTIONS IN 2024)

C1. AGRICULTURE DURABLE

Relancer l'élevage porcin pour renforcer la sécurité alimentaire et la résilience des communautés de Nyot Ou

Dans les montagnes isolées du district de Nyot Ou, au nord du Laos, l'élevage porcin joue un rôle essentiel dans la vie des communautés Sino-tibétaines et Mien. Source importante de protéines, de revenus et de soutien aux cérémonies traditionnelles, cette activité a pourtant été durement touchée par l'épidémie de Peste Porcine Africaine (PPA) de 2019, qui a décimé les cheptels dans l'ensemble du district.

La disparition des porcs, combinée à la forte hausse du prix des porcelets, a empêché de nombreuses familles de relancer leur élevage. Cette situation a fragilisé la sécurité alimentaire des ménages et accru leur dépendance à des achats extérieurs coûteux.

Pour répondre à cette crise, le projet à Nyot Ou a mis en œuvre un programme de soutien visant à restaurer durablement l'élevage porcin. L'intervention a combiné une contribution financière pour l'achat de porcelets, la formation des éleveurs et un accompagnement technique régulier auprès de 111 ménages (560 personnes). Le projet a mené un important travail de sensibilisation sur la prévention des maladies animales. Historiquement élevés en liberté, les porcs sont aujourd'hui davantage exposés aux risques sanitaires liés à l'intensification des échanges entre villages et à la circulation accrue des personnes et des animaux. Avec l'appui des services agricoles du district, plusieurs sessions de formation ont été organisées. Les participants ont été sensibilisés aux modes de transmission des maladies, à la vaccination, à l'identification précoce des symptômes et à la gestion sécurisée des animaux malades ou morts. Les formations ont également abordé la construction de porcheries adaptées et les avantages de l'élevage en enclos pour limiter les risques de contamination.

La mobilisation des communautés a été particulièrement forte y compris des femmes et de jeunes villageois. Les échanges ont permis de répondre à des questions concrètes sur les soins aux animaux et de favoriser le partage d'expériences entre villages. Au-delà du renforcement des connaissances, le projet a soutenu la reconstitution des cheptels grâce à la distribution de porcelets soigneusement sélectionnés. Une attention particulière a été accordée aux ménages les plus vulnérables, certains recevant des animaux sans contribution financière. L'évaluation finale du projet confirme les résultats positifs de cette intervention. Dans plusieurs villages, l'élevage porcin a pu être relancé avec succès et les pratiques ont évolué vers des systèmes mieux contrôlés et plus sûrs. Les taux de mortalité observés depuis la distribution des animaux restent faibles, témoignant de l'amélioration des mesures de prévention sanitaire. Au-delà de ses bénéfices économiques, cette relance contribue à renforcer la résilience des communautés de Nyot Ou. L'élevage porcin améliore la sécurité alimentaire, réduit certaines dépenses des ménages et permet de préserver des pratiques culturelles importantes. En associant appui matériel, renforcement des compétences et accompagnement de proximité, le projet a démontré qu'il était possible de reconstruire durablement une activité essentielle après une crise sanitaire majeure.

C1.2. Transition d'une agriculture conventionnelle vers des techniques agroécologiques

Depuis sa création, le CCL s'engage en faveur de systèmes agricoles durables fondés sur les principes de l'agroécologie. Pour concrétiser cette vision, l'organisation déploie des réseaux

de « fermiers modèles » au sein des communautés villageoises, véritables piliers de la diffusion des techniques agroécologiques.

Le programme GREEN est mis en oeuvre dans 40 villages dans les districts de Bounneua (20 villages) et Phongsaly (20 villages). La sélection des fermiers modèles repose sur des critères précis : alphabétisation, disponibilité de terres exploitables pour des systèmes démonstratifs et, surtout, une forte motivation pour l'agriculture durable.

Pendant plus d'un an ce groupe de 40 fermiers a été formé sur des techniques tel que l'agroforesterie, l'association arbres et élevage, la pisciculture, l'apiculture, la gestion des intercultures, les fertilisants et intrants naturels, et la création de zones de pâturages. Autant de techniques qui répondent à leurs besoins d'adaptation aux impacts du changement climatique (sécheresse, appauvrissement des sols, haute mortalité des élevages, baisse de production des cultures annuelles). Ces systèmes agroécologiques viennent remplacer ou s'intégrer dans des systèmes de monoculture beaucoup observés dans la région de Phongsaly, tels que la canne à sucre, l'hévéa (fabrication de caoutchouc), ou encore le thé.

Les fermiers de Bounneua et Phongsaly ont plébiscité le développement de l'agroforesterie et de vergers. Ces techniques présentent plusieurs avantages, en fonction des arbres plantés, qui répondent à leurs attentes, notamment la lutte contre l'imperméabilité des sols et la sécheresse. Bien que libres de choisir leurs essences (fourragères, fruitières ou forestières), la majorité a privilégié les arbres fruitiers, alliant sécurité nutritionnelle du foyer et opportunités de revenus sur les marchés locaux et régionaux.

Des systèmes innovants ont ainsi vu le jour. Les fermiers ont ainsi développé des champs associant macadamias, manguiers, avocatiers, et ananas ; prairies et arbres fruitiers tels que pomelos, manguiers, ou mandariniers ; théiers, manguiers, et avocatiers. Pour restaurer la fertilité des sols, les fermiers privilégient également l'introduction de légumineuses ou de plantes fourragères au sein de leurs cultures traditionnelles (larmes de Job, canne à sucre, haricots).

Ces 40 fermiers modèles ont reçu le soutien technique et matériel pour mettre en place ces champs de démonstration et sont désormais prêts à essayer ce savoir-faire auprès de leurs compères intéressés au sein de leur village et au-delà. Equipés de manuels illustrés, ils sont en mesure de dispenser des formations courtes, assurant ainsi la diffusion des pratiques durables à l'échelle locale.

L'un des freins majeurs identifiés au cours du projet demeure l'accès difficile aux plants d'arbres, les pépinières professionnelles étant trop éloignées des villages cibles du projet, plus précisément dans d'autres provinces du Laos (Muang Khua et Oudomxay). Afin de pallier à ce problème, GREEN prévoit d'identifier et d'accompagner des fermiers dans la création de pépinières à vocation économique. Cette initiative locale facilitera l'accès aux plants et garantira la pérennisation du développement agroforestier dans la région.

C.2. RESSOURCES NATURELLES & BIODIVERSITE

C.2.1. Sensibiliser les jeunes et les communautés pour renforcer la protection de la biodiversité

Dans les villages ciblés de la province de Phongsaly, la préservation de la biodiversité constitue un enjeu majeur pour l'avenir des communautés locales. Afin de renforcer les connaissances et l'engagement des populations en faveur de la protection de leur environnement, CCL et son partenaire Monlakhone ont mis en œuvre une campagne

innovante de sensibilisation qui s'inscrit dans une démarche plus large visant à soutenir les initiatives environnementales communautaires.

L'activité poursuivait trois objectifs principaux : améliorer les connaissances des jeunes et des habitants sur l'importance de la biodiversité et de la protection de l'environnement, encourager les communautés à identifier et développer des actions locales de conservation, et promouvoir une participation active des jeunes et des villageois grâce à des méthodes interactives et inclusives.

Pour atteindre ces objectifs, le projet a misé sur un outil particulièrement efficace : le théâtre participatif. Développé par Monlakhone avec l'appui de CCL, le spectacle s'appuie sur une pièce consacrée à la biodiversité, adaptée aux réalités et aux langues locales. Chaque intervention dans les écoles et les villages combinait plusieurs approches complémentaires : des jeux d'animation pour mobiliser les participants, une représentation théâtrale sur les enjeux de la biodiversité, de la protection de l'environnement et de l'égalité de genre, puis des discussions afin d'échanger sur les défis rencontrés et solutions envisageables.

Cette méthodologie a permis de transformer les participants en acteurs du processus d'apprentissage plutôt qu'en simples spectateurs. Les résultats de la campagne témoignent de son ampleur et de son impact. Au total, 1 966 élèves et 158 villageois ont participé pleinement aux sessions de sensibilisation. Les retours recueillis des élèves soulignent la pertinence de l'approche choisie. Une grande majorité des participants ont déclaré avoir appris davantage sur les enjeux de la biodiversité grâce à ces activités et exprimé leur souhait de voir ce type d'initiative se poursuivre à l'avenir.

Cette dynamique ouvre des perspectives prometteuses pour les prochaines actions du CCL et de Monlakhone. L'activité illustre l'importance d'associer sensibilisation, participation citoyenne et gouvernance locale dans les efforts de conservation. En donnant la parole aux jeunes et aux communautés, le projet a posé les bases d'un engagement collectif en faveur de sa préservation.

C.2.2. Les zones de conservations de poisson, une protection de la biodiversité reconnue par les villages qui longent les rivières

Le CCL œuvre à dynamiser les villages et à renforcer leur résilience face aux défis environnementaux, notamment par une gestion durable de la biodiversité. Dans cette optique, l'organisation structure des comités de gestion forestière et accompagne la mise en place de zones protégées, qu'il s'agisse de faune sauvage terrestre ou d'écosystèmes halieutiques.

Certains villages cibles, situés en bordure de rivière, dépendent étroitement de la pêche. Or, la pression démographique croissante pèse lourdement sur les ressources halieutiques. Pour y remédier, le CCL accompagne ces communautés dans la création de zones de conservation de poissons (FCZ). Cette démarche ne vise pas seulement à protéger les espèces et à restreindre la pêche dans les zones de reproduction, de repos et d'alimentation ; elle permet également de réguler les activités humaines ayant un impact direct sur le milieu aquatique, telles que l'agriculture intensive, l'extraction de matériaux ou la déforestation.

Inspirée par le succès du projet ADAEBIO sur la rivière Nam Phak (Oudomxay), cette démarche a été formalisée lors d'une formation interne en février 2025, enrichie par l'expertise en hydrobiologie d'Eric Champalbert. Fort de ces acquis, GREEN a mis en place trois nouvelles FCZ sur la rivière Nam Boun.

La mise en place d'une Zone de Conservation de Poissons suit un processus rigoureux qui garantit son ancrage territorial et son efficacité. La démarche s'amorce par un diagnostic

partagé, permettant d'échanger avec les villageois sur le déclin de la biodiversité et d'identifier collectivement les causes de cette dégradation. Cette étape est suivie par la structuration d'une gouvernance locale, marquée par la création d'un comité dédié et une analyse de terrain participative visant à délimiter les zones sensibles. Afin de pérenniser l'initiative et de prévenir les conflits, un cadre juridique est élaboré, harmonisant les règles locales avec la législation nationale laotienne, tout en assurant une concertation étroite avec les villages voisins. Enfin, le projet soutient la matérialisation de ces mesures par un appui financier et technique, facilitant le balisage physique de la zone protégée ainsi que l'organisation des rondes de surveillance nécessaires à son respect.

La collaboration avec les autorités gouvernementales et les regroupements villageois permet d'établir un cadre réglementaire adapté à chaque localité. Ces règles, fondées sur la législation laotienne, sont harmonisées à l'échelle des villages voisins afin de prévenir tout conflit d'usage. Dans cette démarche, chaque comité a organisé des concertations villageoises pour définir les modalités de régulation ainsi que le barème des amendes en cas d'infraction, en vue de leur validation lors du lancement officiel de la FCZ. Le projet GREEN a accompagné l'ensemble de ce processus technique en apportant un soutien financier essentiel à la matérialisation des zones protégées : installation de balisages physiques et mise en place d'infrastructures de surveillance pour faciliter les rondes des comités locaux.

La pérennité des FCZ repose sur l'engagement rigoureux des comités locaux et l'adhésion de l'ensemble des villageois aux réglementations établies. Pour en démontrer l'efficacité, la mise en œuvre d'un suivi régulier des populations halieutiques est envisagée. Au-delà de la préservation, certaines zones au Laos parviennent à créer une dynamique économique via l'écotourisme, en permettant l'observation et le nourrissage des poissons. Si cette monétisation constitue un levier majeur de durabilité, elle impose toutefois de définir des règles de cohabitation strictes pour éviter tout empiètement nuisible à l'écosystème. C'est pourquoi le CCL poursuivra son rôle d'accompagnement et de conseil auprès des FCZ pour garantir l'équilibre entre valorisation économique et intégrité de la biodiversité.

C3. ENVIRONNEMENT

C 3.1. Mieux comprendre les priorités villageoises face aux risques climatiques

Dans le cadre du projet ADAEBio2, dans la province d'Oudomxai, un diagnostic participatif des risques climatiques a été conduit dans 24 villages. L'objectif était de mieux comprendre les risques considérés comme prioritaires par les communautés rurales, ainsi que la manière dont elles en analysent les causes, envisagent les solutions et perçoivent les obstacles à leur mise en œuvre. Dans chaque village, des focus groupes différenciés selon le genre ont été organisés afin de cartographier 9 risques à l'échelle du finage villageois, de comprendre leur saisonnalité, de les prioriser et de les analyser.

L'accès à l'eau constitue le risque prioritaire dans la majorité des villages. Ce problème, qui survient principalement en saison sèche, est lié à la qualité des systèmes d'approvisionnement, à la déforestation au niveau des sources et à la pression démographique croissante. Le deuxième risque considéré comme prioritaire par les communautés concerne les maladies et ravageurs des cultures. Les maladies animales arrivent en troisième position, suivies des inondations. Une différence marquée apparaît entre les genres dans la priorisation des risques. Les femmes se considèrent davantage affectées par les maladies des cultures, tandis que les hommes perçoivent les maladies animales, en particulier celles touchant l'élevage bovin, comme un risque plus important.

À travers les 4 risques prioritaires, plusieurs tendances communes émergent au-delà des problématiques sectorielles.

Premièrement, les villageois sont très conscients des problèmes et s'engagent activement dans la recherche de solutions, mobilisant souvent leur propre travail et des ressources limitées. Cependant, les réponses restent davantage curatives que préventives : réparation des systèmes d'eau plutôt que protection des bassins versants, usage de poisons contre les ravageurs de cultures ou recours aux traitements allopathiques plutôt qu'à la vaccination. Cette situation reflète moins un manque de motivation que des lacunes techniques, un accès limité à des mesures préventives abordables et des difficultés de gouvernance collective.

Deuxièmement, les lacunes techniques et certaines idées reçues conduisent à des mesures inadaptées, comme les plantations d'hévéas en têtes de bassin ou l'usage d'antibiotiques contre des maladies virales aviaires. Ces pratiques peuvent aggraver les problèmes et soulignent la nécessité d'un accompagnement technique systémique. À l'inverse, les villageois montrent aussi une bonne compréhension de nombreux processus : isolement des animaux malades, impacts des rodenticides sur les prédateurs naturels et impacts disproportionnés des pénuries d'eau sur les femmes et enfants. Cela constitue une base solide pour co-construire des solutions.

Troisièmement, la gouvernance apparaît comme un enjeu transversal central. Les communautés identifient la gestion collective et les règles locales comme essentielles, mais rencontrent des difficultés de mise en œuvre collectives. Ces défis sont liés à des inégalités structurelles (ex : manque de terre poussant certaines familles à déforester), aux contraintes de temps et de main-d'œuvre, ainsi qu'aux dynamiques intercommunautaires et interethniques. La gouvernance nécessite donc non seulement de la sensibilisation, mais aussi un appui en facilitation, gestion des conflits et prise de décision inclusive.

Quatrièmement, les contraintes financières, techniques, de temps et de main-d'œuvre limitent fortement les initiatives locales et renforcent la dépendance à des solutions de court terme. L'absence récurrente ou l'inactivité de certains prestataires de services clés (par exemple les vétérinaires villageois) renforce encore la dépendance à des solutions de court terme.

Enfin, plusieurs enjeux identifiés, tels que les impacts des activités minières sur l'eau, dépassent clairement l'échelle villageoise et le mandat du projet. Les communautés ne peuvent être les seules responsables et une approche territoriale à un niveau administratif supérieur est également nécessaire.

Dans l'ensemble, l'analyse montre que le principal potentiel d'impact du projet se situe à l'interface entre le renforcement des capacités techniques, la recherche-action participative, les approches préventives et la gouvernance locale renforcée.

C.4 GESTION DES RESSOURCES EN EAU

C.4.1 Comprendre pour mieux construire : une approche socio-écologique des systèmes d'adduction d'eau gravitaires au nord du Laos

Dans les villages de montagne du district de Nyot Ou, province de Phongsaly, l'accès à l'eau potable reste un défi quotidien malgré des décennies d'investissements. Depuis 2008, le CCL soutient dix-huit villages de ce district dans l'amélioration de leurs systèmes d'adduction gravitaires. En 2025, cette expérience de terrain a donné naissance à une étude de diagnostic approfondie, conduite en partenariat avec l'Université Libre de Bruxelles, portant sur quatre villages du cluster de Naluang : Tungkualin Noy, Tungkualin Nyay, Pangsang et Kang.

Une question de méthode : dépasser les solutions standardisées

Trop souvent, les projets d'accès à l'eau reproduisent des approches identiques d'un village à l'autre, sans tenir compte des spécificités locales. L'étude a choisi une autre voie : le cadre d'analyse des systèmes socio-écologiques (SES) développé par Elinor Ostrom, prix Nobel d'économie, qui permet d'appréhender les systèmes d'eau non comme de simples infrastructures, mais comme des systèmes complexes à l'intersection de dimensions techniques, sociales, environnementales et institutionnelles.

Concrètement, la démarche a combiné des groupes de discussion avec les villageois — hommes, femmes, chefs de village et anciens —, des enquêtes auprès de soixante ménages, une observation technique des installations existantes, et une analyse de l'évolution du couvert végétal par télédétection satellitaire (indice NDVI, images Sentinel-2).

Cinq types de perturbations interconnectées

Les résultats révèlent que les dysfonctionnements des systèmes d'eau résultent rarement d'une cause unique. L'étude identifie cinq catégories de perturbations qui s'alimentent mutuellement : la croissance démographique, qui dépasse la capacité des infrastructures initiales ; les fragilités de gouvernance locale, marquées par un manque de règles claires, de confiance et de participation ; l'évolution des pratiques d'usage des terres dans les bassins versants, qui affecte la recharge des sources ; les aléas climatiques et naturels (sécheresses, glissements de terrain) ; et les défauts de conception ou de dimensionnement des systèmes eux-mêmes.

L'analyse satellitaire illustre bien ces dynamiques divergentes : le bassin de Tungkualin Nyay montre une tendance à la régénération végétale, favorable à la recharge des nappes, tandis que celui de Tungkualin Noy présente une dégradation notable du couvert forestier, associée à des épisodes de sécheresse et à un incendie de 2019 qui ont fragilisé durablement l'approvisionnement en eau du village.

Des pistes concrètes pour des systèmes plus durables

L'étude formule trois axes de recommandations. Le premier porte sur la connaissance et la gestion des bassins versants : développer des protocoles simples de suivi des sources, associer les savoirs locaux aux outils scientifiques, et sensibiliser les communautés à l'ensemble du bassin versant qui alimente leur eau. Le deuxième axe concerne les infrastructures : diversifier les techniques de captage selon les contextes, adopter des conceptions modulaires et évolutives, et intégrer la résilience climatique dès la phase de faisabilité. Le troisième axe, peut-être le plus déterminant, est celui de la gouvernance : traiter la mise en place d'un comité d'eau fonctionnel comme un processus à part entière — distinct de la construction, financé, accompagné — et expérimenter des approches participatives innovantes, comme les jeux sérieux, pour renforcer l'appropriation locale.

Cette étude constitue une contribution originale à la réflexion collective sur l'eau en milieu rural au Laos. Elle rappelle une évidence souvent négligée : les systèmes d'eau qui durent sont ceux que les communautés comprennent, choisissent et s'approprient.

C 4.2 De l'analyse à l'action : adduction d'eau et gouvernance participative dans 17 villages de Phongsaly



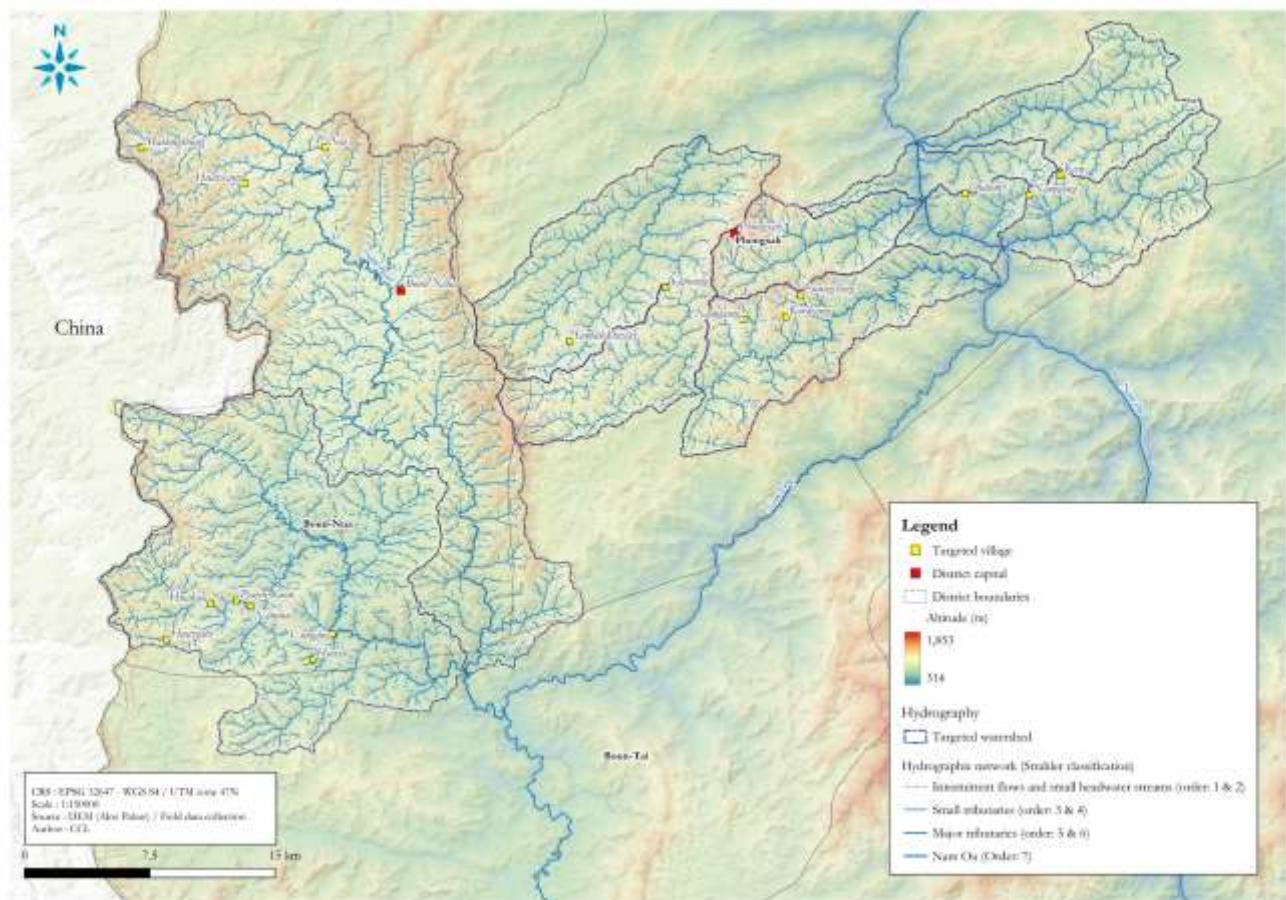
Figure 1 Mesure d'un débit d'une petite source dans le village de Namleang, Phongsaly district.

En 2025, le projet GREEN a franchi une étape décisive dans son volet eau : après une phase de diagnostic sur les conditions d'accès à l'eau dans les villages, les premières infrastructures d'adduction ont été construites dans le district de Boun Neua, tandis qu'un travail de fond sur la gouvernance locale de l'eau prenait forme dans l'ensemble des villages cibles.

Un diagnostic territorial rigoureux comme point de départ

Avant toute construction, une évaluation hydro-diagnostique approfondie a été conduite entre mars et juillet 2025. Elle a mobilisé quatre composantes complémentaires : des assemblées participatives dans chaque village, une enquête auprès d'au moins 30 % des ménages, un diagnostic technique des infrastructures existantes avec mesures de débit, et une cartographie SIG de l'ensemble des sources et sous-bassins versants.

Ce diagnostic a révélé une réalité structurelle partagée par la quasi-totalité des 17 villages : leur position en tête de bassin versant les rend intrinsèquement vulnérables à la pénurie saisonnière. Avec des sols superficiels, des pentes prononcées et des nappes peu profondes se rechargeant lentement, ces villages subissent de plein fouet une saison sèche qui peut durer jusqu'à cinq mois consécutifs sans précipitations notables.



À cela s'ajoutent deux facteurs aggravants : la dégradation du couvert forestier, observable dans la majorité des territoires villageois, et l'absence quasi généralisée de comités de gestion de l'eau fonctionnels — la principale cause, selon le diagnostic, de la dégradation progressive des systèmes construits lors des projets précédents.

Des constructions adaptées aux réalités locales

Sur la base de ce diagnostic, des systèmes d'adduction gravitaires ont été construits dans les villages prioritaires à partir de la saison sèche 2025. Le modèle retenu s'écarte délibérément des approches standardisées : chaque système est dimensionné sur les besoins réels de la communauté, avec une attention particulière portée au débit minimum en fin de saison sèche. Les captages privilégient, lorsque le contexte s'y prête, les galeries filtrantes qui exploitent la filtration naturelle du sol plutôt que les simples barrages. Les réservoirs sont calculés pour permettre une recharge nocturne et tamponner les pics de consommation matinale. Chaque point de livraison est équipé d'un compteur d'eau individuel, outil essentiel de la régulation de la consommation et de la durabilité financière du système.



La gouvernance, condition non négociable

Parallèlement aux travaux, le projet a engagé un travail de fond sur la gouvernance de l'eau. La constitution d'un Comité de Gestion de l'Eau (CGE) est traitée comme un préalable à la remise des clés de l'infrastructure, et non comme une formalité post-construction. Chaque comité est formé selon les directives nationales participatives — avec a minima deux femmes —, habilité sur les fonctions techniques, financières et de résolution de conflits, puis accompagné dans la durée par des visites de suivi.

La grande innovation de l'année est l'introduction de l'approche TerriStories® — jeu de rôle et simulation de scénarios développé par le CIRAD — dans le travail de sensibilisation à la gestion des ressources naturelles. Déployée depuis fin 2025 avec l'appui de l'ONG Confluence et du bureau d'étude RGEN, cette méthode permet aux communautés d'explorer, dans un cadre ludique, les conséquences de leurs décisions sur l'eau : que se passe-t-il si la forêt en amont est défrichée ? Comment gérer équitablement une source en période de pénurie ? Qui décide, et comment ?



L'approche s'inscrit dans la continuité directe des enseignements du projet P3T2 : les systèmes d'eau durent là où les communautés comprennent les ressources qu'elles gèrent et disposent des institutions pour les défendre.

C 4.3 AGIRE : vers une gestion intégrée de l'eau dans le bassin de la Namsa, province de Bolikhamxay

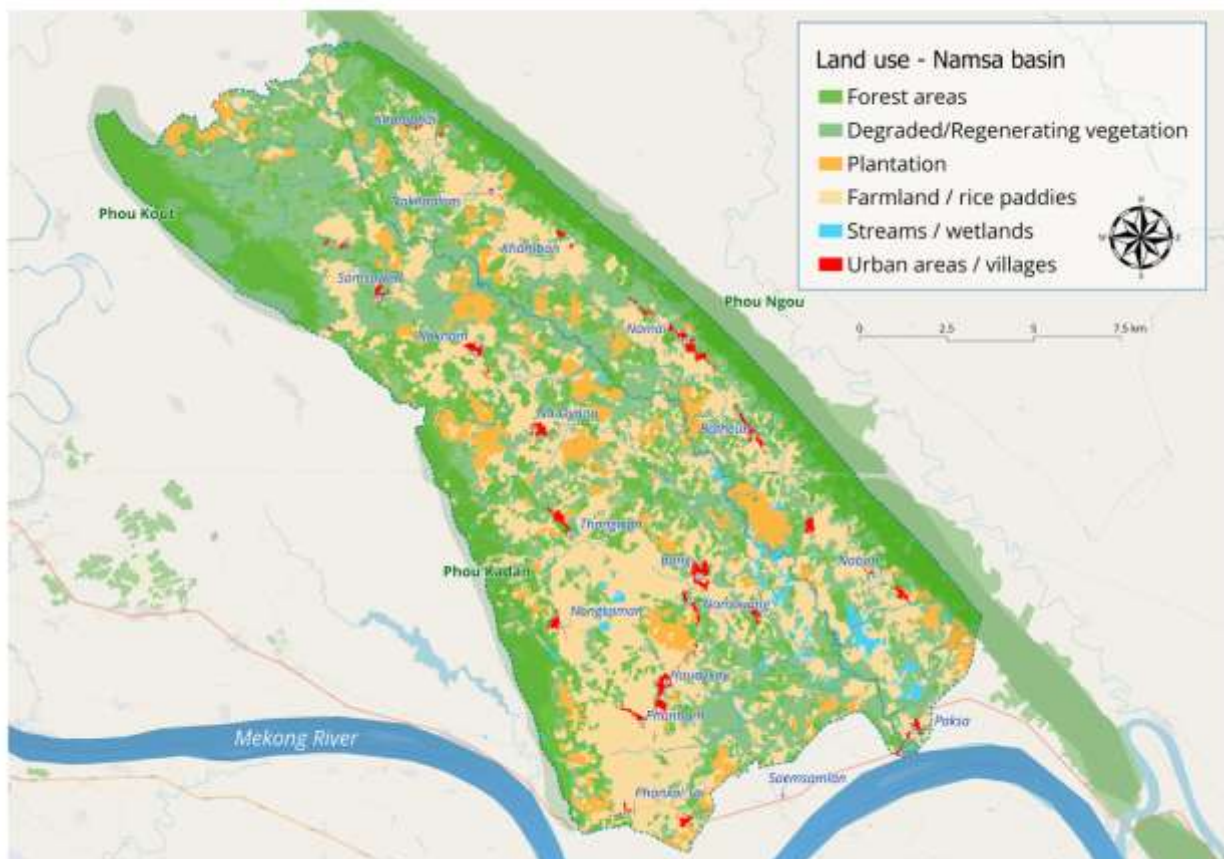


Dans la province de Bolikhamxay, sur les rives du Mékong, une nouvelle phase de l'engagement du CCL pour l'eau prend forme. Le projet AGIRE — Appui à la Gestion Intégrée

des Ressources en Eau dans le bassin de la Namsa — a été rendu possible par l'aboutissement, entre fin 2024 et 2025, d'un consortium de financement réunissant l'Agence Française de Développement (AFD), l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse, la Fondation Groupe EDF et la Ville de Paris. Les bases opérationnelles du projet ont été posées en fin d'année 2025, ouvrant la voie à une mise en œuvre pleine et entière dès 2026.

Un territoire à taille humaine pour tester la GIRE

La Nam Sa est un bassin versant modeste — 247 km² sur la rive gauche du Mékong — mais qui concentre des enjeux représentatifs de l'ensemble de la région : pression sur la ressource en eau, déforestation des massifs forestiers (Phou Ngou, Phou Kadan), difficultés d'accès à l'eau potable pour les villages ruraux, et nécessité urgente de renforcer la gouvernance locale. C'est précisément parce que ces enjeux y sont lisibles à échelle humaine que la Namsa a été identifiée dès 2017 comme territoire pilote pour l'expérimentation de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE).



Des fondations posées par le projet pilote

AGIRE ne part pas de zéro. Entre 2023 et 2025, un projet pilote porté par le CCL en partenariat avec la Rural Development Agency (RDA) a permis de construire quatre réseaux gravitaires d'adduction d'eau dans les villages de Nabon, Nakhaolom et Khambon, dont deux équipés de compteurs individuels desservant 189 points de livraison pour 755 habitants. Au total, ce sont 1 753 personnes — soit 368 familles — qui bénéficient aujourd'hui d'un accès durable à une eau dont la qualité a été contrôlée par une centaine d'analyses. Cinq comités villageois de

gestion de l'eau ont été constitués et sont accompagnés. Ces acquis forment le socle sur lequel AGIRE va s'appuyer pour aller plus loin.

Une ambition qui dépasse l'infrastructure

AGIRE intervient dans 10 villages des districts de Paksan et Pakkading. Ses objectifs sont ambitieux : une augmentation de 50 % des personnes accédant à l'eau communale, 7 811 villageois bénéficiant d'un accès pérenne à une eau de qualité, et 10 comités villageois pleinement autonomes dans la gestion de leur réseau. Un plan d'action pour la conservation de l'eau à l'échelle du bassin versant doit être adopté collectivement par les acteurs locaux.

Mais ce qui distingue AGIRE d'un projet d'infrastructure classique, c'est son ambition de dépasser le cadre encore très dominant de l'approche « hygiène » pour s'inscrire dans une véritable logique de GIRE. L'eau n'est pas qu'un problème de tuyaux ou de latrines — c'est une question de gouvernance partagée, de relation aux écosystèmes, de savoirs locaux et de capacités d'adaptation. Le projet entend travailler simultanément sur trois fronts : la réhabilitation des infrastructures hydrauliques, le renforcement des capacités techniques et de gouvernance locale, et la promotion de pratiques résilientes face au changement climatique.

Pour cela, AGIRE s'appuie sur un consortium d'acteurs aux compétences complémentaires : la RDA pour l'assainissement communautaire et les approches participatives, l'Office International de l'Eau (OiEau) pour l'expertise technique GIRE et l'échange de données, les services du ministère de la Santé (Nam Saat) pour la gestion de l'eau en milieu rural.

Les chantiers de 2026

L'année 2026 sera celle de la mise en œuvre opérationnelle. Les travaux de réhabilitation des infrastructures démarreront dans les villages prioritaires, en parallèle d'un processus rigoureux de constitution et de formation des comités villageois. Une attention particulière sera portée à l'inclusivité de ces processus — notamment la participation des femmes, conformément à l'approche GIRE — et à l'ancrage des comités dans la réalité sociale de chaque village avant toute remise d'infrastructure.

En fin d'année 2026, l'approche TerriStories® devrait être déployée sur le bassin de la Namsa, dans la continuité de l'expérimentation menée dans le cadre du projet GREEN à Phongsaly. Cette méthode de jeu sérieux participatif permettra aux communautés de simuler les conséquences de leurs propres décisions sur la ressource en eau — déforestation, pratiques agricoles, régulation des usages — et d'engager une réflexion collective sur les règles de gestion partagée à construire ensemble.

L'ambition est claire : faire de la Namsa non seulement un bassin mieux équipé, mais un territoire où les communautés, les autorités locales et les partenaires techniques apprennent ensemble à gérer l'eau comme un bien commun.

C5. L'EMPOUVOIREMENT DES FEMMES

C.5.1. Les femmes au centre des associations d'épargne et de crédit villageoises

Dans certaines zones rurales d'intervention, le CCL fait face à des barrières culturelles et structurelles limitant la participation des femmes aux instances décisionnelles et aux activités économiques. Ces freins, qu'ils soient liés à des organisations sociales patriarcales ou à un accès restreint à l'éducation, placent les femmes dans une situation de vulnérabilité. En réponse, le CCL place l'autonomisation (« empowerment ») des femmes au cœur de sa stratégie.

Dans les districts de Boun Neua et Phongsaly, le CCL encourage la création d'associations villageoises d'épargne et de crédit (VSLA). Ce modèle repose sur une mise en commun des ressources : les membres (des femmes) cotisent mensuellement pour constituer un fonds de solidarité accessible à toutes. Chaque année, l'assemblée vote les modalités de remboursement. Ces crédits répondent à des besoins variés, allant des dépenses de santé d'urgence au financement de projets économiques (lancement de boutiques, artisanat, agriculture), évitant ainsi le recours à un endettement préjudiciable. La durabilité de ces associations dépendant effectivement de la capacité de chaque membre à contribuer au fond et à rembourser les crédits en temps voulu.

S'appuyant sur un guide technique élaboré avec CARE lors d'un projet précédent (SCALING), le CCL a affiné sa méthodologie au fil du temps. 15 associations dans des villages des districts de Boun Neua et Phongsaly avaient alors été créées. Or, certaines d'entre elles ont malheureusement arrêté leur activité après quelques années pour deux raisons principales : le manque d'implication des membres et le manque de connaissances techniques sur la gestion budgétaire. D'autres qui ont su pallier ces problématiques, ont aujourd'hui accumulé une épargne qui leur permet de lancer des projets économiques locaux tels que la fabrication de vêtements et accessoires traditionnels, qui sont vendus à Luang Prabang (exemple du village de Sala Abay dans le district de Phongsaly).

Le projet GREEN a optimisé cette approche en renforçant deux piliers fondamentaux. D'une part, il a consolidé l'accompagnement technique grâce à des formations approfondies en gestion de l'épargne, complétées par une dotation en matériel de suivi indispensable, tel que des carnets de comptabilité et des coffres-forts. D'autre part, le projet a favorisé une véritable culture de l'échange en organisant des visites entre associations expérimentées et nouveaux groupes. Cette dynamique de mentorat par les pairs permet non seulement de consolider les compétences, mais elle stimule également l'entrepreneuriat local, à l'image du village de Sala Abay où les membres ont pu valoriser leur artisanat traditionnel grâce à cette organisation collective.

Après un an de mise en place, 15 associations démontrent une stabilité prometteuse. Au-delà de l'accès au crédit, ces structures agissent comme un filet de sécurité essentiel. En cas de choc économique ou d'aléa climatique, cette épargne collective peut aussi permettre aux foyers de faire face aux crises, renforçant ainsi la résilience globale des communautés rurales.

C.5.2. Des foyers impliqués dans la gestion de leur économie familiale

GREEN et P3T2, ont travaillé pendant l'année 2025 à la mise en place d'une activité visant à former les foyers des villages cibles sur la gestion de leur économie familiale (GEF). Cette approche s'inspire du conseil à l'exploitation familiale (CEF) et vise à améliorer les capacités d'épargnes et d'investissement d'un foyer en vue de son développement socio-économique.

L'analyse socio-économique réalisée en début d'année dans les villages cibles des deux projets a mis en évidence une diversité de situation avec des ménages vulnérables (38 %), 44% stables et 18% résilientes. Seuls 22 % des ménages tenaient un suivi de leurs revenus ou de leurs dépenses, mais 74 % des femmes et 22 % des hommes ont exprimé leur intérêt pour une formation financière structurée. Bien que piliers de l'épargne domestique, les femmes peinent souvent à influencer les décisions financières familiales en raison de normes de genre persistantes.

Les revenus des ménages sont fortement saisonniers et varient d'un district à l'autre : culture du thé et de la cardamome dans les hautes terres ; culture du caoutchouc et des cultures

vivrières dans les basses terres. Cette saisonnalité renforce l'importance de la planification pour gérer l'instabilité et favoriser le lissage des revenus tout au long de l'année.

Avec le soutien d'une consultante expérimentée, Noimaniphone LORBLIAYAO, et l'implication des équipes techniques du CCL, un outil pédagogique sur mesure a été élaboré. Plus de 150 foyers ont bénéficié d'un cycle de six sessions abordant des scénarios concrets, tenant compte des spécificités ethniques et des besoins distincts de chaque membre de la famille. Bien que la participation conjointe des couples fût encouragée, les réalités du travail agricole imposent souvent une alternance entre les conjoints lors des sessions.

La priorité a été donnée aux membres des associations d'épargne et de crédit, ce qui explique la forte participation féminine. Cette immersion dans la GEF a permis aux femmes de renforcer leur autonomie décisionnelle et d'articuler plus efficacement leur épargne domestique avec celle de leur association villageoise, donnant ainsi un sens accru à leurs efforts collectifs.

Pour assurer la pérennité de ces acquis, le CCL favorise le partage d'expérience : les foyers formés sont invités à des sessions d'échanges, où réussites et difficultés sont discutées ouvertement ou anonymement. Ces espaces de réflexion collective stimulent l'engagement et créent un effet d'entraînement auprès des ménages n'ayant pas encore intégré le programme.

Enfin, pour mesurer l'impact réel de cet accompagnement, une étude socio-économique sera réalisée au terme du projet GREEN afin d'évaluer l'évolution des situations de vulnérabilité des ménages suivis.

C6. RENFORCEMENT DE CAPACITES DE LA SOCIETE CIVILE LOCALE

CCL a continué son engagement à renforcer la société civile laotienne à travers la valorisation des expertises locales et la contribution à leur pérennité.

La coopérative de thé de Nyot-Ou (Nyot Ou Tea) contribue au développement durable de la filière thé. Le CCL vise à renforcer les capacités techniques et de gouvernance de la coopérative afin que celle-ci puisse délivrer des services d'appui technique et de conseil aux producteurs de thé des 20 villages concernés (1224 ménages concernés). Ainsi, un système de contrôle qualité a été mis en place et est fonctionnel. La gestion de la production est effective avec des rôles clairs. Les retours clients sur les produits exportés sont positifs, et l'accent est mis sur le développement commercial, notamment via des missions en Chine. La coopérative a une stratégie claire pour les marchés européens (petites quantités pour des spécialistes) et chinois (grands volumes à marges réduites pour le thé Puer), et envisage un partenariat logistique en Europe.

Acteur incontournable du développement rural au Laos, la **Rural Development Agency (RDA)** est une organisation non gouvernementale laotienne spécialisée dans l'assainissement communautaire, l'hygiène et les approches participatives en milieu rural. Partenaire historique du CCL, RDA joue un rôle pivot dans les projets du CCL à Oudomxay et Bolikhamxay : c'est elle qui assure l'interface directe avec les communautés villageoises sur les volets hygiène et assainissement, anime les sessions de sensibilisation auprès des ménages, et accompagne la mise en place des pratiques WASH — eau, hygiène, assainissement — dans les villages du bassin de la Namsa.

Son ancrage local, sa connaissance des dynamiques sociales et sa légitimité auprès des autorités laotiennes en font un partenaire irremplaçable pour garantir que les interventions du projet s'inscrivent dans la durée et correspondent aux réalités vécues par les populations. Dans le cadre d'AGIRE, la RDA interviendra également dans le renforcement des comités villageois de gestion de l'eau, ainsi que sur une meilleure prise en compte des enjeux liés au

Genre, contribuant à faire le lien entre les dimensions techniques des infrastructures et les pratiques quotidiennes des usagers.

Monkakhone (MHH) excelle dans le théâtre interactif et a mené des prestations appréciées sur l'utilisation des pesticides et la protection de la biodiversité auprès des villageois et des étudiants. En partenariat avec MHH, une méthode de sensibilisation innovante et participative a été développée en trois étapes : spectacles de théâtre dans neuf écoles (écrits par MHH avec l'appui de CCL), formation de groupes d'étudiants (un par école) aux techniques de facilitation et de théâtre sur les thèmes abordés, et organisation par ces étudiants de sessions de sensibilisation dans les villages (29 sur les pesticides, 30 sur la biodiversité). Les étudiants ont joué et animé des stands en langue locale, favorisant l'appropriation par les communautés. Le succès de ces activités a conduit à cibler plus d'écoles et de villages que prévu initialement. Par ailleurs, l'équipe de MHH, tout comme RDA et SAEDA, a contribué aux comités de pilotage, ateliers et formations, et a facilité des séminaires nationaux sur les thématiques mises en œuvre. Un livre sur la biodiversité et deux vidéos des spectacles de théâtre ont également été coédités avec MHH.

SAEDA, spécialiste en agriculture durable, a mis en place des actions pour limiter l'usage et le stockage des pesticides et protéger les agriculteurs. L'organisation a participé à des ateliers multi-acteurs sur l'évolution des réglementations et a initié la cocréation d'une brochure d'information. Partenaire de CCL à Oudomxay depuis 2012, SAEDA a été particulièrement impliquée via deux de ses membres. L'observatoire des pesticides a été mené en collaboration, et SAEDA a contribué aux actions de sensibilisation et au renforcement des comités villageois. L'association a co-présidé un séminaire national sur les pesticides et facilité une table ronde, renforçant sa visibilité. SAEDA a également participé au pilotage stratégique des projets.

COSKA a apporté son expertise en genre et en économie familiale aux deux projets de CCL dans la province de Phongsaly, P3T2 et GREEN. En appui du CCL, COSKA s'est aussi engagé contre l'exploitation sexuelle des femmes et le mariage précoce. COSKA a recruté un nouveau directeur en la personne de Mr Bounyadeth Phouangmala. Ensemble, CCL et COSKA travaille désormais à l'autonomie financière de COSKA et au renforcement de sa gouvernance.

C.6.1. Accompagnement de COSKA dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des femmes et le mariage précoce

En 2025, COSKA a fait progresser avec succès sa mission d'inclusion sociale et de résilience communautaire à travers deux initiatives clés. Le projet phare, « L'autonomisation des femmes pour moins de violence » (WELV) — financé par l'Ambassade de France s'est déroulé d'avril 2025 à mars 2026. Déployée dans quatre villages cibles et six écoles du district de Nyot_Ou, dans la province de Phongsaly, cette initiative s'est attachée à promouvoir l'égalité des genres, à réduire les violences faites aux femmes et à renforcer la résilience socio-économique des ménages les plus vulnérables.

Le projet WELV a généré un impact significatif grâce à une double approche combinant sensibilisation et autonomisation économique. Les sessions éducatives cruciales sur le mariage précoce, la traite des femmes et les violences basées sur le genre ont touché 680 membres de la communauté (dont 334 femmes) ainsi que 1 308 élèves (dont 720 filles). Ces interventions ont permis de développer une conscience des droits, une vigilance mutuelle et des connaissances pratiques que les participants partagent désormais au sein de leurs communautés. Parallèlement, COSKA a renforcé les capacités financières locales en formant 50 représentants de ménages (dont 27 femmes) à la gestion de l'économie familiale, englobant la budgétisation, la planification des investissements et la prise de décision

financière équitable au sein du foyer. Pour concrétiser cette formation, des activités génératrices de revenus ont été lancées au cours du dernier trimestre, distribuant du bétail et des ressources agricoles — dont 10 000 poissons, 200 grenouilles, 275 volailles, 20 chèvres et porcs, ainsi que 300 plants de thé et d'arbres fruitiers — à plusieurs familles cibles. Bien que les retombées économiques complètes soient attendues dans les mois à venir, la réussite globale du projet a conduit les autorités locales à demander officiellement sa reconduction et son extension.

D. REMERCIEMENTS (PARTENAIRES FINANCIERS, TECHNIQUES ET MEMBRES CCL)

Le CCL tient à remercier l'ensemble de ses partenaires sans qui le travail de terrain engagé auprès des familles paysannes, notamment les populations marginalisées, les femmes et les jeunes, ne serait pas possible.

Le CCL remercie en premier lieu, ses homologues du gouvernement Lao, en particulier le ministère de l'Agriculture et des Forêts, ministère associé à la mise en œuvre de la majorité des projets.

Le CCL remercie ses partenaires financiers qui ont soutenu ses projets en 2025 et pour certains depuis plusieurs années : l'Agence Française de Développement (AFD), l'Ambassade de France, Brot Für die Welt (BFW), Diakonie ACT Austria, le Ministère Autrichien de l'Action Climatique, de l'Environnement, de l'Energy, de la Mobilité de l'Innovation et de la Technologie, les Amis Lorrains du Laos (ALL), la Fondation Groupe EDF, la Ville de Paris et les Agences de l'Eau Rhin-Meuse.

Le CCL remercie également l'ensemble de ses partenaires techniques, engagés eux aussi sur le terrain pour faire face aux défis auxquels font face les populations lao : SAEDA, RDA, COSKA, Monlakhone, Nyot Ou Tea Cooperative et l'OIEAU.

Le CCL remercie aussi sincèrement l'INALCO pour l'excellence de nos relations et l'accueil des conférences organisées à Paris.

E. CCL EN 2026

L'année 2025 a été marquée par le lancement de la nouvelle phase du ADAEBIO2 et le lancement d'AGIRE.

Le CCL s'est aussi concentré sur la recherche de financement et prévoir la continuité prochaine des projets P3T2, GREEN et ADAEBIO. Ainsi, le programme AVENIR, axé sur le développement de chaînes de valeur forestières et agroforestières, le renforcement de la société civile dans la gouvernance locale des ressources naturelles et de la conservation de la biodiversité a été monté. Les femmes, les jeunes et les organisations locales sont cœur de ce dispositif.

L'année 2026 marquera le lancement de ce nouveau programme dans la province de Phongsaly dans un premier temps puis dans celle d'Oudomxay dans un deuxième temps en 2027. 2026 sera aussi l'année d'un tournant stratégique dépassant les aspects programmatiques. Il s'agit de définir les adaptations voire réformes nécessaires aux évolutions structurelles rapides du secteur du développement.